

## éditorial

**Dans un contexte de crise économique qui pour beaucoup d'analystes révèle avant tout une crise des valeurs de l'économie, une meilleure connaissance de la réalité des pratiques et du poids des entreprises de l'économie sociale et solidaire s'avère un enjeu de taille.**

Depuis des décennies les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) font vivre une économie dont les pratiques et les valeurs trouvent aujourd'hui un écho particulier auprès des acteurs du développement social et économique: citoyens, élus, consommateurs, entrepreneurs, épargnants, pouvoirs publics, ...

L'Observatoire Régional de l'économie sociale et solidaire de Basse-Normandie, créé en 2008 avec le soutien de la Région Basse-Normandie, de la DIIESSES\* et de la Caisse des Dépôts, permet aujourd'hui d'analyser l'évolution du poids de l'ESS dans les différents secteurs d'activité de l'économie régionale. Ce nouvel outil au service des acteurs de l'ESS, des pouvoirs publics et des institutions, favorise une meilleure connaissance des entreprises de l'ESS dans la vie sociale et économique de nos territoires.

Je vous souhaite de trouver dans ce premier numéro de **panorama basse-normandie** des éléments d'analyse au service de vos actions.

Restant à votre écoute, je vous souhaite une bonne lecture.

**Alain CARTEL**  
Président de la Chambre régionale de l'économie sociale de Basse-Normandie.

\* Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale

## ↳ L'économie sociale et solidaire, une force importante du paysage économique bas-normand.



**En Basse-Normandie les associations, les coopératives, les mutuelles et les fondations emploient plus de 55 400 personnes, soit 12,1 % de l'emploi salarié de la région. La Basse-Normandie est parmi les cinq régions de France où la part de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi salarié total est supérieure à 12 %.**

Ces entreprises privées partagent un ensemble de valeurs éthiques communes fortes: la liberté d'adhésion, la gestion démocratique avec le principe « une personne, une voix », la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital, la

solidarité, la non-redistribution individuelle des profits et l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Les entreprises de l'ESS, par essence inscrites dans une dimension locale, créent des emplois non délocalisables qui contribuent au développement économique et social des territoires.

Les données présentées ici attestent du dynamisme de l'économie sociale et solidaire, qui participe pleinement à la croissance de l'emploi en Basse-Normandie et au développement de nouveaux services.

**La part de l'ESS dans l'emploi salarié en Basse-Normandie est supérieure à 12%.**



## L'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie :

**55 400 salariés, 12,1 % des salariés de la région dans 5 164 établissements.**

	Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Total ESS	Hors ESS	Part de l'ESS dans le total
Établissements employeurs	680	157	4 271	56	5 164	43 047	10,7 %
Effectifs salariés au 31/12/2006	10 132	1 919	41 645	1 702	55 398	403 592	12,1 %
Équivalents Temps Plein	9 798	1 616	34 237	1 465	47 116	363 130	11,5 %

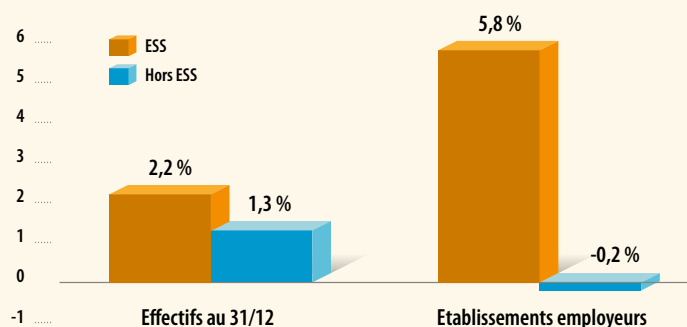
Source : Insee, Clap 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie - Champ : Basse-Normandie hors agriculture, sylviculture, pêche.

**Trois quarts des salariés de l'ESS en Basse-Normandie travaillent dans une association.**

**Trois quarts des salariés de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie travaillent dans une association. Près de 20 % des salariés de l'économie sociale et solidaire travaillent dans un établissement coopératif.** Si globalement l'économie sociale et solidaire représente 12,1 % de l'emploi salarié régional, son poids est plus ou moins important selon les secteurs d'activité. Ainsi, dans le secteur « activités financières », 54,8 % des salariés bas-normands travaillent dans une entreprise de l'économie sociale et solidaire (coopérative ou mutuelle). Dans le secteur « éducation, santé, action sociale », 31,2 % des salariés travaillent dans une entreprise de l'économie sociale et solidaire, et 29,4 % dans une association.

## L'ESS, une croissance annuelle forte de l'emploi et du nombre d'établissements.

Croissance annuelle de l'emploi et du nombre d'établissements employeurs sur la période 2005-2006 en Basse-Normandie\* :

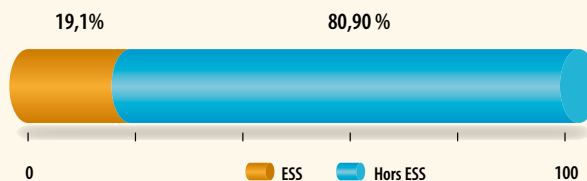


Entre 2005 et 2006, l'économie sociale et solidaire affiche un fort dynamisme en termes de création d'établissements employeurs (+5,8 %) qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'emplois (+2,2%) relativement supérieure au reste de l'économie (+1,3 %).

\* Source : Insee, Clap 2005-2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie - Champ : Basse-Normandie hors agriculture, sylviculture, pêche.

## Une forte contribution de l'ESS à la croissance de l'emploi en Région.

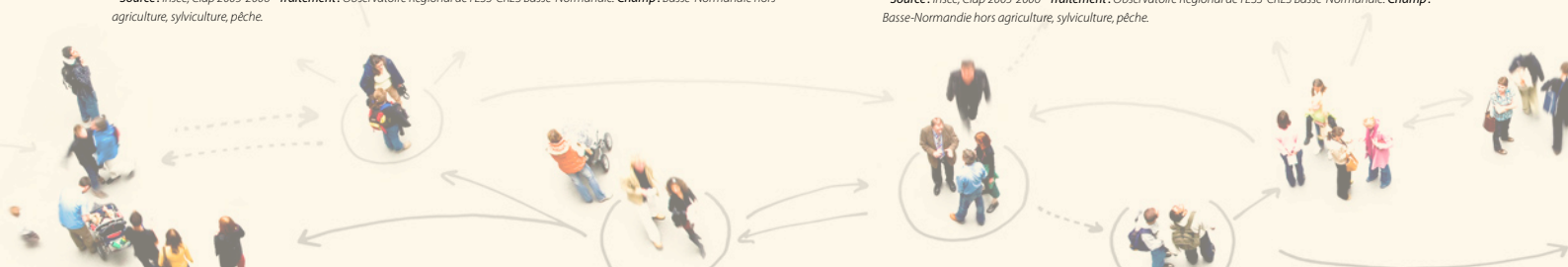
Contribution à l'augmentation du nombre d'emploi entre 2005 et 2006 en Basse-Normandie\* :



Entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006, le nombre de salariés est passé en Basse-Normandie de 452 713 à 458 990, soit un solde de 6 277 emplois supplémentaires.

Sur ces 6 277 emplois supplémentaires, 19,1 %, soit 1 199 ont été créés dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, principalement dans le secteur de l'action sociale.

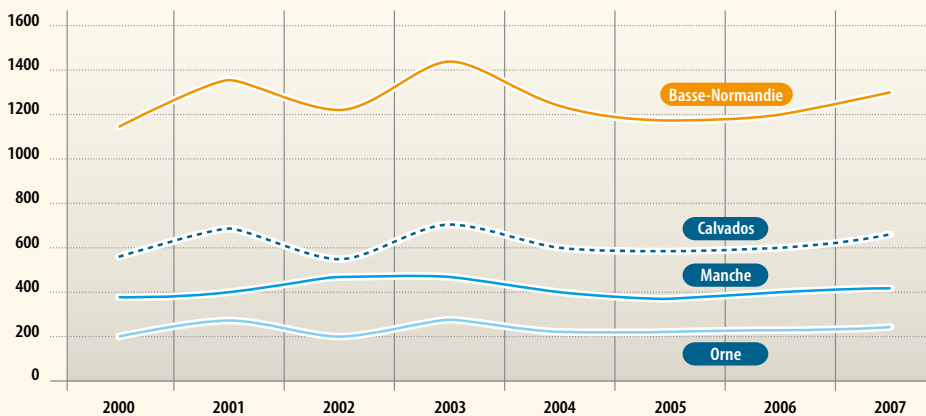
\* Source : Insee, Clap 2005-2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie - Champ : Basse-Normandie hors agriculture, sylviculture, pêche.



## Les associations : une composante riche de la vie sociale et économique de la Basse-Normandie.

Sur la base de ratios nationaux, on fait l'hypothèse d'un nombre d'associations en activité de l'ordre de 27 000 en Basse-Normandie, majoritairement de petites structures fonctionnant avec le bénévolat et de petits budgets. Parmi ces 27 000 associations, 4 271 avaient recours à l'emploi salarié au 1er janvier 2007 soit environ 16%.

### Créations d'associations en Basse-Normandie et par département entre 2000 et 2007\*.



Avec 1 200 à 1 400 associations créées chaque année, la Basse-Normandie demeure une région où il se crée relativement peu d'associations par rapport au nombre d'habitants.

En 2005, la Basse-Normandie enregistre un taux de 0,8 création pour 1 000 habitants. Taux qui la plaçait au 19<sup>e</sup> rang des régions françaises.

\* Source : Journal Officiel association et fondations d'entreprise - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

## CHIFFRES CLÉS

Le secteur associatif employeur en Basse-Normandie :

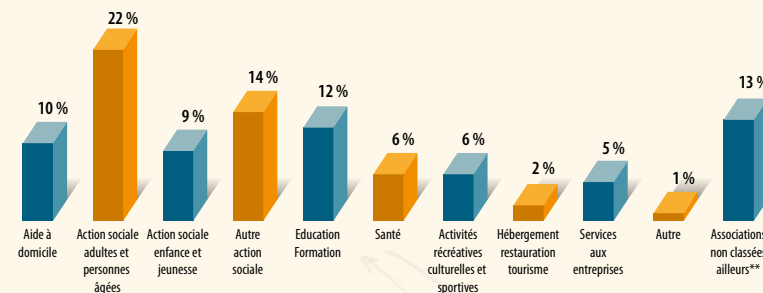
- 4 271 établissements
- 41 645 emplois dont 68,6 % de femmes
- 9,1 % des effectifs salariés de la région Basse-Normandie
- 4 300 salariés de plus de 55 ans
- 700 millions d'euros de masse salariale brute distribuée en 2006.

Source : Insee, DADS CLAP 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.  
Champ : Basse-Normandie, hors agriculture, sylviculture, pêche.

## Les associations en Basse-Normandie représentent près d'un emploi sur dix.

En Basse-Normandie, 41 645 personnes travaillaient dans une association au 1<sup>er</sup> janvier 2007 dont une grande majorité (55,4 %) dans le secteur de l'action sociale (aide à domicile - accueil des personnes handicapées - établissements d'éducation spécialisée - aide par le travail - crèches ou garderies d'enfants...) Au-delà de "l'action sociale", des associations employeurs sont également présentes dans les domaines de la formation, de la santé, de la culture, du sport et également des services aux entreprises. Transversalement à ces différents secteurs, les associations sont également le support principal des structures d'insertion par l'activité économique (Entreprises d'Insertion - Associations Intermédiaires - Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion - Chantiers d'insertion).

### Répartition des effectifs salariés des associations de Basse-Normandie par secteur d'activité\*.



\*Source : Insee, DADS 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

\*\* Lors de son immatriculation à l'INSEE pour l'obtention d'un numéro de SIRET, toute association se voit attribuer un code APE (activité principale). Il est attribué en fonction de l'objet que l'association a défini dans ses statuts. Or, l'INSEE classe souvent les associations dans le code APE 913 E (associations non classées ailleurs), faute d'informations assez précises sur leur activité. Ainsi, pour toutes les associations qui ont ce code, il n'est pas possible de connaître leur domaine d'activité, même si on estime que pour une grande majorité d'entre elles, il s'agit d'un mauvais classement et qu'elles devraient se trouver ventilées dans les secteurs d'activité présentés dans le graphique ci-contre.



## Les emplois aidés dans les associations : 13,9% de l'emploi associatif total.

Plusieurs dispositifs d'aide à l'emploi du plan de Cohésion Sociale (C.A.E, C.A.V) sont destinés au secteur non-marchand.

Ils sont en partie créés dans des associations, et pour un grand nombre d'entre eux, dans le cadre des Chantiers d'Insertion. Créés en 2000 et relancés en 2006 les postes d'Adultes relais sont également portés par des associations. Ces dispositifs d'État d'aide à l'emploi concernaient au 31 décembre 2006, 5 564 salariés en Basse-Normandie. Si l'on ajoute les 216 postes en cours au 31/12/2006 du dispositif Emploi Tremplin de la Région Basse-Normandie<sup>1</sup>, on arrive à 5 780 salariés soit 13,9 % de l'emploi salarié associatif total.

<sup>1</sup> - Le dispositif « Emplois Tremplins » de la Région Basse-Normandie qui consiste en une aide à la création de postes a pour objectif à la fois d'accompagner les structures dans le développement ou la création d'activités d'utilité sociale porteuses du développement économique des territoires et de contribuer à l'insertion des publics les plus en difficulté.

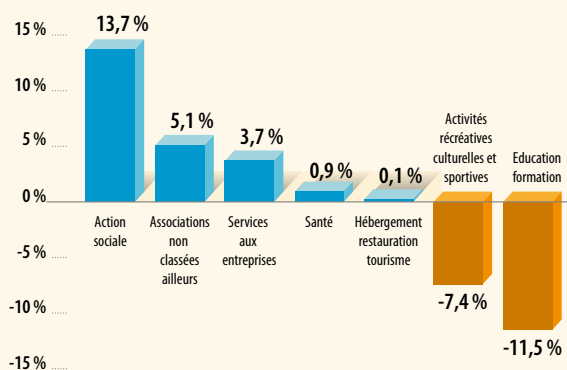
### Emplois aidés dans les associations bas-normandes\* :

	Hommes	Femmes	Total	Part des Chantiers d'insertion
CAE en cours au 31/12/2006	2 255	2 675	4 930	41,50 %
CAV en cours au 31/12/2006	348	286	634	62 %
Emplois Adultes relais en cours au 31/12/2006	***	***	41	***
<b>Total</b>	<b>2 603</b>	<b>2 961</b>	<b>5 564</b>	<b>***</b>

\* Source : DRTEFP - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

## L'emploi dans les associations : une évolution contrastée selon les secteurs d'activité

### Évolution du nombre de salariés dans les associations bas-normandes entre 2003 et 2006\* :

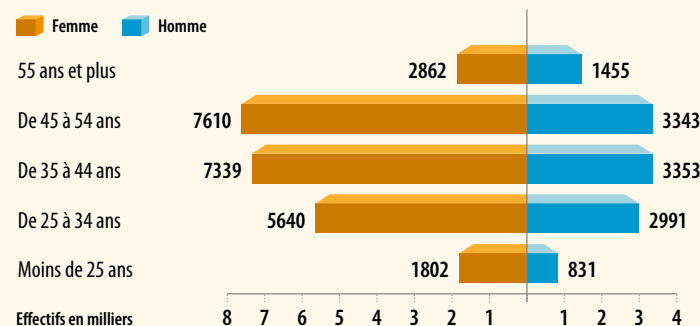


\* Source : Insee, DADS 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

La croissance de l'emploi dans les associations sur la période 2003-2006 est principalement portée par le secteur de l'action sociale qui affiche une augmentation de 13,7 % des effectifs. Évolution qui s'explique en partie par la forte progression du nombre d'emploi dans le secteur de l'aide à domicile (+ 47,1%). Deux secteurs voient les effectifs salariés des associations reculer sur la période 2003-2006 : les activités récréatives, culturelles et sportives (-11,5 %) ainsi que l'éducation et la formation (-7,4%).

## L'emploi dans les associations : forte féminisation et tendance au vieillissement des effectifs

### Pyramide des âges des salariés des associations de Basse-Normandie\* :



\* Source : Insee, DADS 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

Dans les associations les femmes représentent 68,6 % des effectifs. Cette sur-représentation des femmes se vérifie quelque soit la tranche d'âge.

Dans la tranche des 55 ans et plus, les femmes représentent 66,3 % des effectifs et 68,5 % chez les moins de 25 ans, ce qui pourrait tendre à confirmer une tendance à la féminisation des effectifs.

On constate également dans les associations de Basse-Normandie, un vieillissement des effectifs. La part des plus de 45 ans est en effet passée de 37 % en 2003 à 41 % en 2006. Dans le même temps la part des 55 ans et plus est passé de 9,7 % à 11,6 %.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007 en Basse-Normandie, 4 317 salariés d'une association ont plus de 55 ans.



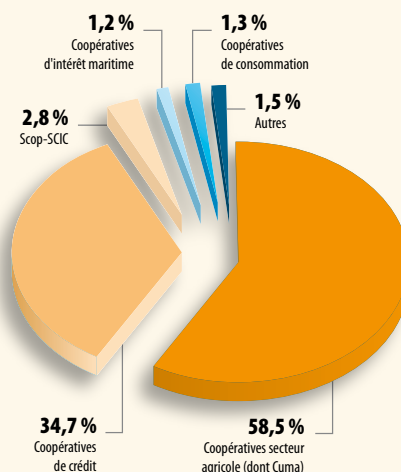
## Le secteur coopératif en Basse-Normandie : un ancrage territorial historique

**On distingue différents types de coopératives :** les coopératives d'entreprises (agricoles – artisanales – maritimes), les coopératives de crédit (banques coopératives), les coopératives de production (SCOP, SCIC)<sup>1</sup> et les coopératives d'utilisateurs ou d'usagers (coopératives de consommateurs, coopératives d'usagers).

<sup>1</sup> SCOP : Société Coopérative de Production – SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif

### Répartition des établissements coopératifs bas-normands par statut de l'entreprise\* :

Le graphique ci-contre montre la part des différents types de coopératives en Basse-Normandie. On constate le poids important des coopératives du secteur agricole (CUMA, SICA, Sociétés coopératives agricoles, Union de sociétés coopératives agricoles). Précisons que dans cet ensemble la part des CUMA est très importante et que dans une grande majorité elles n'ont pas de salariés. Les coopératives de crédit (banques) représentent 34,7 % des établissements coopératifs en Basse-Normandie.



\* Source : Insee, SIRENE 2007 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

## CHIFFRES CLÉS

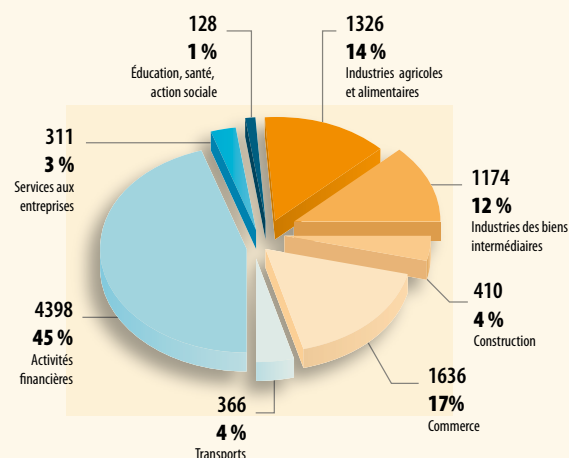
### Le secteur coopératif en Basse-Normandie :

- **10 132 emplois dont 62,3% d'hommes**
- **2,2 % des effectifs salariés de la Région Basse-Normandie.**
- **1 277 salariés de plus de 55 ans**
- **330 millions d'euros de masse salariale brute distribuée en 2006.**
- **2,8 % de la MSB distribuée en 2006 en Basse-Normandie.**

Source : Insee, DADS CLAP 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

## En Basse-Normandie les salariés des coopératives travaillent principalement dans les secteurs des activités financières, de l'industrie et du commerce de gros de produits agricoles

### Répartition des effectifs salariés des établissements coopératifs bas-normands par secteur d'activité\* :



\* Source : Insee, CLAP 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

**Les entreprises coopératives implantées en Basse-Normandie emploient au 1<sup>er</sup> janvier 2007, 10 132 personnes, dont 63,2 % d'hommes.**

45 % des salariés des coopératives travaillent dans le secteur des activités financières. Parmi les grandes entreprises coopératives du secteur bancaire implantées en Basse-Normandie, on peut citer le Crédit Mutuel, le Crédit Agricole, le Groupe BRED - Banque Populaire avec le Crédit Coopératif, et la Caisse d'Épargne.

L'industrie représente également une part importante avec 26 % des salariés du secteur coopératif ; 14% dans le secteur de l'industrie agricole et alimentaire (Les Maîtres Laitiers du Cotentin, Elle et Vire, Agrial...) et 12 % dans l'industrie des biens intermédiaires avec notamment la société ACOME qui fabrique des produits et systèmes pour les télécoms, les équipements électriques et le bâtiment. Plus grande SCOP de France, sa principale usine est implantée dans la Manche.

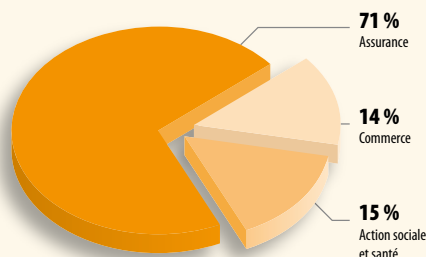
17% des salariés des coopératives bas-normandes travaillent dans le secteur du commerce, pour l'essentiel dans des coopératives agricoles spécialisées dans le commerce de gros de céréales et d'aliments pour le bétail. On citera la coopérative agricole Agrial, 14<sup>e</sup> coopérative de France en termes de chiffre d'affaires.



## Les mutuelles, des entreprises en croissance qui affirment leurs valeurs

Les mutuelles en tant que groupements de personnes et non de capitaux sont pleinement ancrées dans l'économie sociale et solidaire. On distingue deux types de mutuelles : les mutuelles de santé prévoyance et les sociétés d'assurance à forme mutuelle. Dans un contexte de modernisation du système de santé, les mutuelles réaffirment leurs valeurs : accès au soin de qualité pour tous, primauté des intérêts des personnes sur les intérêts financiers, défense d'un système de santé solidaire. Elles s'érigent aujourd'hui comme rempart à la marchandisation de la santé.

### Répartition des établissements mutualistes implantés en Basse-Normandie par type d'activités principales (%)\* :



\* Source : Insee, SIRENE 2007 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

### Au 1<sup>er</sup> janvier 2007 en Basse-Normandie, on dénombre 157 établissements mutualistes.

La grande majorité de ces établissements (112) a des activités d'assurance. 22 établissements ont une activité de commerce et on compte 23 établissements dans le domaine sanitaire et social.

Les mutuelles sont des entreprises à but non lucratif, elles réinvestissent une partie des excédents financiers liés à leur bonne gestion dans de nouveaux services et notamment des services sanitaires ou sociaux.

Ainsi en Basse-Normandie, les mutuelles ont créé entre 2000 et 2006, 75 établissements dont 16 dans le domaine de l'action sociale et de la santé (accueil personnes âgées, petite enfance, établissement de santé), 44 dans le secteur de l'assurance et 15 dans le secteur du commerce.

## CHIFFRES CLÉS

### Les mutuelles en Basse-Normandie :

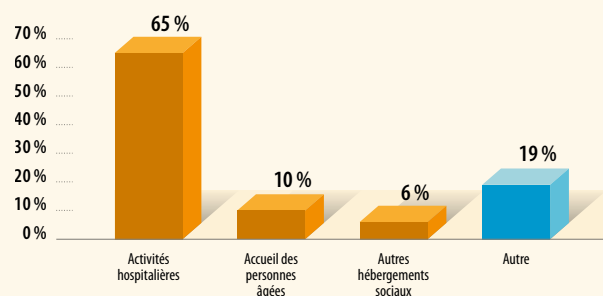
- 157 établissements
- 1 919 emplois dont 72,5 % de femmes
- Variation de l'emploi 2005-2006 : + 13%

Source : Insee, CLAP 2005-2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

## Les fondations en Basse-Normandie : une concentration des effectifs dans le secteur de la santé

Les fondations, comme toutes les entreprises de l'économie sociale et solidaire, sont des entreprises privées. Elles sont constituées à partir de la dotation financière d'une ou plusieurs personnes privées et ont un but d'utilité sociale. Comme pour les autres statuts de l'économie sociale, la mobilisation du capital à l'origine de la création d'une fondation s'inscrit dans une logique désintéressée.

### Répartition des Fondations en Basse-Normandie par secteur d'activité\* :



\* Source : Insee, SIRENE 2007 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

On dénombre 13 fondations en Basse-Normandie. Sur ces 13 fondations, 8 ont leur siège en Basse-Normandie. Parmi les 13 fondations certaines regroupent plusieurs établissements implantés en Basse-Normandie. C'est notamment le cas de la Fondation Bon Sauveur qui compte 64 établissements, tous dans la Manche.

Au total on recense 86 établissements implantés en Basse-Normandie : 12 dans le Calvados - 73 dans la Manche et 1 dans l'Orne.

En Basse-Normandie les fondations emploient 1 702 personnes dont 74 % de femmes.



## L'Économie sociale

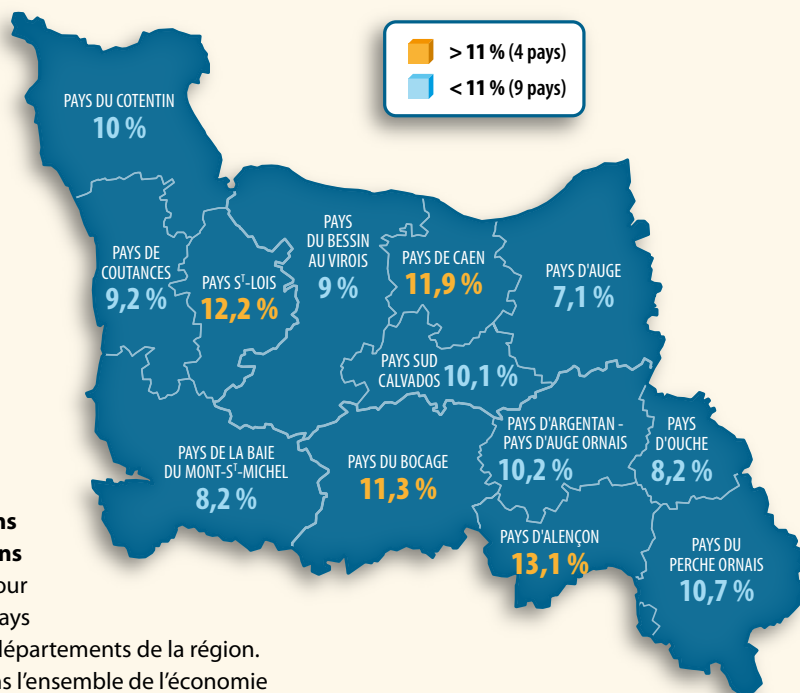
### et solidaire à l'échelle

### des territoires :

### une répartition inégale

#### Part des établissements employeurs de l'E.S.S dans l'ensemble des établissements employeurs des Pays de Basse-Normandie :

On dénombre 4 pays bas-normands sur 13 dans lesquels la part des établissements de l'ESS dans l'ensemble de l'économie est supérieure à 11 %. Pour trois d'entre eux (pays saint-lois, pays de Caen, pays d'Alençon), il s'agit des centres administratifs des trois départements de la région. On constate que la part des établissements de l'ESS dans l'ensemble de l'économie varie quasiment du simple au double avec un taux de 7,1 % pour le pays d'Auge et de 13,1 % pour le pays d'Alençon.



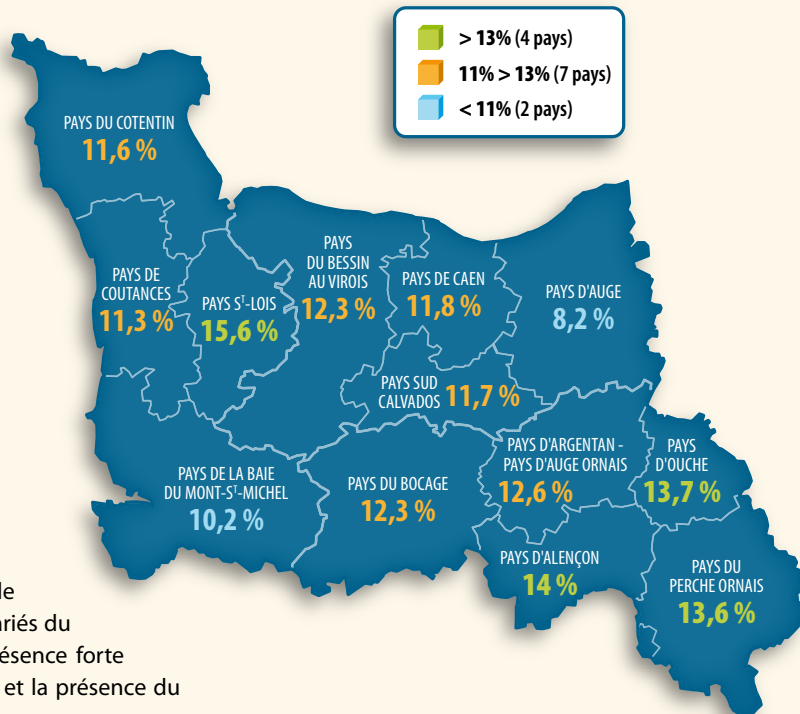
Source : Insee, DADS 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.

#### Part des salariés de l'ESS dans l'ensemble de l'emploi salarié des pays de Basse-Normandie :

On dénombre 10 pays dans lesquels la part des effectifs salariés de l'ESS dans l'ensemble des effectifs salariés est supérieure à 11 % dont 4 dans lesquels la part des effectifs salariés de l'ESS est supérieure à 13 % (pays saint-lois, pays d'Alençon, pays d'Ouche, pays du Perche ornaix).

Cette première analyse territoriale qui s'attache à montrer la part relative des effectifs de l'économie sociale et solidaire tend à montrer une proportion d'emploi plus importante dans les pays à dominante rurale. Les pays de l'Orne affichent des taux très importants qui attestent du poids de l'économie sociale et solidaire dans le maintien de la cohésion territoriale.

Dans le pays saint-lois les effectifs de l'économie sociale et solidaire représentent plus de 15 % des effectifs salariés du territoire. Ce taux élevé s'explique en partie par la présence forte de caisses régionales et départementales de banques et la présence du centre hospitalier spécialisé de la fondation Bon Sauveur.



Source : Insee, DADS 2006 - Traitement : Observatoire Régional de l'ESS-CRES Basse-Normandie.





## L'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie, rapport d'étude statistique 2008 (Décembre 2008)

Ce rapport réalisé par l'Observatoire régional de l'ESS propose une analyse détaillée des 5 200 établissements et 55 400 emplois qui composent l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie. Il contient des données détaillées par type d'entreprise (association, coopérative, mutuelle, fondation) et par secteur d'activité. Une partie du rapport est consacrée à une première analyse de l'économie sociale et solidaire à l'échelle des départements et des pays. En annexe du rapport, on trouvera également des tableaux de bord détaillés à l'échelle des pays et des grandes villes de la région.

Disponible en ligne : [www.cres-bn.com](http://www.cres-bn.com)



## Rubrique « Observatoire Régional » du portail internet de l'ESS en Basse-Normandie

Cette rubrique présente des infos sur l'Observatoire régional de l'ESS, ses actualités, sa gouvernance, ses partenaires. Des rubriques sont consacrées aux chiffres de l'ESS en Basse-Normandie et en France. Un fonds documentaire spécialisé référence les études consacrées à l'ESS en région et en France et les met à disposition. [www.cres-bn.com](http://www.cres-bn.com)



## La Chambre Régionale de l'Économie Sociale (CRES) de Basse-Normandie

est en mesure de produire des diagnostics et des études à l'échelle des départements et des territoires infra-départementaux de la Région Basse-Normandie.

Des diagnostics sur des filières d'activités spécifiques peuvent également être proposés.

N'hésitez pas à nous contacter.

### Méthodologie

Le périmètre de l'économie sociale et solidaire a été établi en collaboration avec l'INSEE et le réseau des CRES (Chambres Régionales de l'Économie Sociale).

Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques regroupées en quatre familles (mutuelle, coopérative, association, fondation.) dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses. Ce périmètre stabilisé et harmonisé permet désormais de mesurer la place et le poids de l'économie sociale et solidaire et de préciser certaines caractéristiques des établissements et des emplois qui la composent.

### Sources de données citées dans ce document

**Le système Clap** (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) a pour objectif de fournir des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations. Il est alimenté par différentes sources : le Répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene), les DADS (Déclarations annuelles de données sociales), les bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'Urssaf (Union pour le Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales) et les fichiers de paye de la fonction publique d'État. Les organisations sans salarié n'étant pas tenues de se déclarer dans un Centre de Formalités des Entreprises, elles sont mal connues du répertoire Sirene. C'est pourquoi le choix a été fait de ne prendre en compte que les établissements employant des salariés.

**La DADS** (Déclaration Annuelle de Données Sociales) est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés. Dans ce document commun aux administrations fiscales et sociales, les employeurs fournissent l'effectif salarié de chaque établissement, le montant des rémunérations versées et les caractéristiques de chaque salarié. Dans l'étude, le champ des DADS retenu couvre l'ensemble des établissements employeurs bas-normands et de leurs salariés, à l'exception des agents de l'État, de l'agriculture (secteur couvert mais très incomplet dans les DADS), des services domestiques et des activités extraterritoriales.

**Journal Officiel association et fondations d'entreprise** : les données sur les créations d'associations en Basse-Normandie entre 2000 et 2007 sont issues d'un traitement réalisé par l'ORESS des annonces parues au J.O.

**DRTEFP** : l'ensemble des données concernant les dispositifs d'aide à l'emploi de l'État ont été fournies par la DRTEFP de Basse-Normandie et ont fait l'objet d'un traitement par l'ORESS.